

Vers la croissance inclusive

Les pays émergents devraient partager plus équitablement les fruits de leur croissance

Tao Zhang



Tao Zhang est Directeur général adjoint au FMI.

LES TAUX DE CROISSANCE des pays émergents ont été sensiblement supérieurs à ceux des pays plus avancés durant ces dernières années. La pauvreté a chuté et les niveaux de vie se sont améliorés. Mais cette expansion rapide va de pair avec le risque d'un creusement des écarts entre les riches et les pauvres dans ces pays. Il ressort des enquêtes de *Pew Research* que la plupart des gens voient l'avenir avec optimisme dans des pays émergents tels que l'Inde ou le Nigéria, qui avancent vers le statut de pays avancé. Pour justifier cet optimisme, nous devons toutefois veiller à ce que la croissance demeure inclusive.

Par croissance inclusive, j'entends un partage plus équitable des fruits d'une plus grande prospérité, des emplois bien rémunérés, une égalité des chances dans le monde du travail et dans l'éducation, et un meilleur accès aux soins de santé et aux services financiers. Par rapport aux pays avancés, les pays émergents accusent une plus grande disparité de revenus et plus de pauvreté, et ils sont à la traîne au regard des services sociaux essentiels tels que les soins de santé et la finance.

Nous devons rendre la croissance inclusive, certes pour des raisons morales, mais aussi parce que cela est essentiel pour assurer sa vigueur et sa pérennité. Les études au FMI et ailleurs montrent que de fortes inégalités tendent à réduire le rythme et la durabilité de la croissance et que les gouvernants ne doivent pas hésiter à adopter des mesures capables d'assurer une prospérité partagée, y compris par une redistribution de la richesse.

Il importe donc de veiller à ce que les fruits de la croissance soient équitablement partagés, faute de quoi l'on risque d'aggraver l'instabilité politique et sociale, de compromettre l'investissement dans le capital humain et physique et d'affaiblir l'appui aux réformes structurelles et, partant, de bloquer la croissance soutenue dont les pays émergents ont besoin pour parvenir au statut de revenu élevé. Il est d'autant plus important de s'atteler à cette tâche dès à présent

compte tenu des perspectives d'une conjoncture économique mondiale moins favorable.

Progresser davantage

Ces dernières années, les pays émergents ont avancé sur le front de la croissance inclusive, grâce en partie à une conjoncture mondiale favorable, notamment caractérisée par le faible niveau des taux d'intérêt et le rebond des échanges internationaux. La croissance annuelle dans ces pays s'est située en moyenne à quelque 4 % depuis le début des années 2000, représentant près de la moitié de la croissance mondiale. Les inégalités de revenu ont par ailleurs diminué, le coefficient de Gini (l'indicateur le plus courant en la matière) ayant chuté à environ 0,40 contre 0,45 (le coefficient se situe entre 0, signe que toute la population a le même revenu, et 1, signe qu'une seule personne détient tout le revenu). La pauvreté a également chuté, l'emploi a rebondi et les niveaux d'enseignement se sont améliorés, au même titre que l'accès à la finance et aux services de santé.

Il n'est cependant pas aisé d'entretenir cette dynamique et nous ne saurions nous endormir sur nos lauriers. Dans beaucoup de pays émergents les inégalités de revenu demeurent élevées et trop de gens vivent dans une pauvreté absolue. Qui plus est, ces pays se heurtent à un nouveau paysage économique mondial où les incertitudes s'accroissent. À mesure que les pays émergents s'efforceront d'atteindre le même niveau de développement que les pays avancés — ce pour quoi ils devront accumuler du capital et relever leur productivité — ces défis tendront à s'intensifier.

À mon sens, il y a cinq domaines où les conseils de politique économique du FMI peuvent aider les pays à relever ces défis.

Productivité : il est courant de dire que la marée montante soulève tous les bateaux. L'augmentation de la productivité (production par heure ouvrée) contribuera à alimenter la progression généralisée des revenus et de la richesse nécessaire pour



CROISSANCE

réduire les inégalités et la pauvreté. Cet objectif ne sera pas facile à atteindre. Les pays devront promouvoir la concurrence sur les marchés des produits et dans les échanges, encourager l'investissement direct étranger, financer des projets d'infrastructure et améliorer le climat des affaires. Ces réformes revêtent une haute priorité dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde.

Éducation et soins de santé : une éducation et des soins de santé de meilleure qualité renforceront l'employabilité des travailleurs et contribueront à briser le cercle vicieux de la pauvreté et du manque d'éducation. Dans certains cas, il faudra accroître les dépenses. Songeons aux programmes tels que *Bolsa Familia* au Brésil, qui offre des transferts monétaires aux ménages à faible revenu pour les inciter à envoyer leurs enfants à l'école primaire, ou bien encore *Oportunidades* au Mexique, qui propose des subventions pour améliorer les résultats scolaires et pour mieux aligner les cursus sur les besoins des entreprises.

Débouchés sur le marché de l'emploi : l'égalité des chances entre hommes et femmes contribuera à doper la croissance et à réduire les inégalités. Dans de nombreux pays, les femmes ont plus de mal à trouver un emploi. Par exemple, un quart seulement des femmes en Égypte, en Jordanie et au Maroc sont employées, ce qui s'explique notamment par la rigidité de la réglementation du travail et par les grandes disparités en matière de scolarité. Il est donc essentiel que les pays réduisent les barrières à l'emploi tout en protégeant les travailleurs, suppriment les restrictions à la mobilité de la main-d'œuvre et éliminent les dispositions fiscales qui vont à l'encontre du second revenu familial.

Inclusion financière : un meilleur accès aux services financiers contribuera à améliorer les niveaux de vie, à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance. Pour y parvenir, plusieurs moyens sont envisageables, dont un accès plus facile aux GAB, une plus grande bancarisation, notamment parmi les ménages à faible revenu, la mise en place de programmes de vulgarisation financière et la promotion de services bancaires mobiles (voir «Étendre la couverture» dans le présent numéro). Ces initiatives sont très répandues en Inde et au Pérou. Cela dit, le travail d'inclusion financière doit aller de pair avec un renforcement de la supervision et de la réglementation pour prévenir l'instabilité pouvant résulter d'une expansion du crédit.

Dispositifs de protection et politiques de redistribution : une croissance rapide et une amélioration de la productivité produiront inévitablement des gagnants et des perdants, car les entreprises moins compétitives fermeront leurs portes et des travailleurs perdront leur emploi. Il importera donc que les pays prennent des mesures pour faciliter la transition, notamment au moyen de programmes de recyclage et de formation et de dispositifs de protection sociale bien ciblés. De manière plus générale, de meilleures politiques de redistribution peuvent promouvoir l'équité sans compromettre l'efficacité. Citons comme exemples le remplacement de subventions de prix généralisées par des transferts monétaires en faveur des populations pauvres, la réduction des niches fiscales qui profitent aux riches, la mise en place d'une fiscalité plus progressive (y compris dans certains cas en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu), et la lutte contre la fraude fiscale.

Une action plus résolue

Nous avons récemment redoublé d'efforts dans beaucoup de ces domaines, car, en grande partie, il en va de la mission du FMI

en matière de promotion de la stabilité économique. Citons quelques exemples.

- S'agissant de la **productivité**, nous consacrons davantage de moyens à mieux comprendre les sources de la productivité et de la croissance à long terme et à intégrer pleinement l'analyse des réformes structurelles dans notre dialogue avec les pays membres (voir «Sortir de l'ornière» dans le présent numéro). Il s'agit non seulement de mieux comprendre quelles réformes profitent à la croissance, mais aussi d'appréhender leurs coûts économiques et sociaux à court terme.

- En ce qui a trait aux **inégalités**, plusieurs exemples méritent d'être cités. En Bolivie, nous travaillons avec les autorités à définir la riposte optimale à la montée des inégalités qui résultera vraisemblablement de la chute des cours des matières premières. En Colombie, nous tentons de faire face à ce que les économistes appellent la «dualité» du marché du travail, c'est-à-dire la situation où certains travailleurs occupent des emplois protégés et bien rémunérés, mais où d'autres reçoivent de maigres salaires et bénéficient de peu de protection et de prestations sociales.

- Sur le plan de l'**égalité des chances au regard des débouchés d'emploi**, nous avons entamé un dialogue franc avec les autorités japonaises et saoudiennes sur la participation de la femme à la population active. De manière plus précise, notre analyse des disparités du marché du travail en Arabie saoudite a mis en lumière un certain nombre de mesures envisageables pour corriger le déséquilibre de genre grâce à des pratiques plus généralisées de travail à distance et en encourageant l'emploi des femmes dans la distribution qui cible la clientèle féminine.

- S'agissant de l'**inclusion financière**, notre **enquête sur l'accès à la finance**, lancée en 2009, constitue une source fondamentale de données sur les services financiers de par le monde. Elle nous a par exemple aidés à apprendre que les comptes de dépôt dans les banques commerciales en Inde avaient augmenté d'un demi-milliard ces cinq dernières années, grâce aux efforts consentis par les autorités pour faire de l'inclusion financière une priorité.

- En ce qui a trait aux **dispositifs de protection et aux politiques de redistribution**, nous continuons de protéger les dépenses sociales dans la conception des programmes appuyés par le FMI, car ce sont les populations pauvres qui en règle générale sont les plus durement touchées par les crises économiques et financières. Par exemple, durant la mise en œuvre du programme économique mené par le Pakistan au titre du mécanisme élargi de crédit, qui aide le pays à faire face à de graves problèmes de balance des paiements, plus de 1,5 million de bénéficiaires ont été ajoutés au programme Benazir d'aide aux revenus, dispositif de transferts monétaires bien établi, et les prestations ont été augmentées de plus de 50 %. Nous aidons en outre les pays à adopter des systèmes fiscaux capables de mieux concilier l'équité et l'efficacité.

Par ailleurs, nous ne ménageons aucun effort pour renforcer le dispositif mondial de sécurité financière, qui permet aux pays de mobiliser leurs ressources limitées pour une amélioration de la situation économique et sociale.

En résumé, je dirai que le moment est opportun pour que les pays émergents placent la croissance inclusive au cœur de leur stratégie de développement. Ils pourront ainsi assurer la croissance durable dont ils ont besoin pour améliorer les niveaux de vie, tout en contribuant à donner une nouvelle vigueur à l'économie mondiale. ■